

Que se passe-t-il au Pérou ?

(A paraître dans la revue Pages 269)



Des mères aymaras avec des photos de leurs enfants morts (REUTERS)

Raul Pariamachi ss.cc.

Le Pérou traverse une grave crise. J'aimerais contribuer à la conversation ouverte, du point de vue d'un citoyen croyant vivant à Lima. Cet article trouve son origine dans une discussion avec des jeunes de la communauté « Fratelli tutti » de la chapelle « Artisans de la Paix » de Puente Piedra. Par conséquent, il a une orientation pastorale plutôt que théorique. J'espère qu'il servira de base pour le dialogue dans les groupes de l'Église.

1. Une crise longue et profonde

La situation que nous vivons actuellement au Pérou est la manifestation la plus grave d'une crise longue et profonde. C'est long parce qu'il faudrait remonter aux origines de la république. En effet, l'un des grands idéaux de l'indépendance politique du Pérou s'exprime dans la volonté de passer du système colonial à un système républicain, dans lequel ses habitants ne sont pas des sujets régis par des lois discriminatoires, mais des citoyens égaux devant la loi. Les débuts de l'édification de la nation ont été une tâche ardue, non seulement à cause des discussions sur la meilleure forme de gouvernement (monarchie ou république?), mais surtout à cause des luttes internes, dans lesquelles l'intérêt personnel a prévalu sur le bien

commun, au point qu'entre 1821 et 1826, il y a eu cinq chefs de gouvernement. Les libéraux créoles voulaient construire l'ordre républicain. Ils se sont sentis appelés à assumer la direction du Pérou libre, en assignant une place à la « plèbe » et aux « Indiens », afin de devenir citoyens d'une communauté dans laquelle le lien radical était l'exercice des droits civils et des libertés politiques. Comme on le sait, le projet libéral a eu peu d'effet sur les secteurs populaires et sur les peuples autochtones [\[1\]](#). À cet égard, on dit souvent que nous sommes une république « inachevée ». Cent ans plus tard, la vision du Pérou était représentée par les regards perçants de José Carlos Mariátegui et Víctor Andrés Belaúnde. Il est curieux de voir comment ces perspectives survivent dans l'imaginaire populaire [\[2\]](#). Rappelons qu'Alberto Vergara a fait valoir que le pays se définit par la distance entre le succès du projet néolibéral et l'échec du projet républicain, étant donné que l'économie était prioritaire sur l'égalité, l'autonomie gouvernementale et la citoyenneté [\[3\]](#).

La crise est également profonde, car nous sommes un pays avec des origines diverses, multiculturel et multilingue. Le Pérou fait partie de la liste des 17 pays qui abritent ensemble 70% de toutes les espèces reconnues sur la planète, s'étendant le long de la côte Pacifique, des Andes et de la forêt amazonienne. Dans le même temps, dans l'ancien Pérou, il y a 55 peuples autochtones et 47 langues autochtones. Bien sûr, pendant la république, la rencontre des cultures originales, migrantes et modernes a laissé ses traces sur le corps social de la nation. Il est vrai que nous sommes fiers que le Machu Picchu soit l'une des merveilles du monde, de la gastronomie, des sites archéologiques et des danses traditionnelles, mais il nous est encore difficile de nous reconnaître en tant que membres d'une même nation. À l'époque, Carlos Iván Degregori avait précisé que pour construire une nation multiculturelle « la première étape consiste à assumer, reconnaître et transformer en atout l'énorme hétérogénéité culturelle du pays » [\[4\]](#). Comme plate-forme alternative au paradigme oligarchique excluant et au paradigme populiste homogénéisant, il proposait quatre axes: la lutte contre la pauvreté et les inégalités; décentralisation; la protection

écologique et technologique; et mettre fin à la discrimination culturelle, à la non-reconnaissance et à l'exclusion.

Pour en revenir à la crise actuelle, il est opportun d'examiner les antécédents les plus proches. Après la crise politique qui s'est terminée par la démission d'Alberto Fujimori (2000), nous avons eu quatre gouvernements à succession normale : Valentín Paniagua, Alejandro Toledo, Alan García et Ollanta Humala. L'instabilité a commencé avec la démission de Pedro Pablo Kuczynski, qui a gouverné pendant un an et huit mois; suivi de Martín Vizcarra (deux ans et huit mois), Manuel Merino (cinq jours) et Francisco Sagasti (huit mois). Si nous considérons le fait que Pedro Castillo a gouverné pendant un an et quatre mois, et que Dina Boluarte est présidente depuis décembre de l'année dernière, alors nous verrons que nous avons eu six présidents au cours des cinq dernières années: un signe douloureux de la gravité de cette crise.

Les causes immédiates de l'explosion de la crise résident dans le processus électoral de 2021. La fragmentation au premier tour, dans lequel dix-huit candidats à la présidence se sont affrontés, entraînant le passage au second tour de Pedro Castillo, avec 19% des suffrages valables (15% des suffrages exprimés), et de Keiko Fujimori, avec 13% des suffrages valables (10% des suffrages exprimés); C'est-à-dire qu'ensemble, ils ont obtenu 32% des votes valides (25% des suffrages exprimés). La polarisation au second tour, qui a conduit le vote progressiste vers Castillo et le vote conservateur vers Fujimori. En fin de compte, Castillo a battu Fujimori avec une faible marge: seulement 44 200 voix (0,25% des voix). L'élection a fait des laissé des traces en cours de route, au point que les perdants ont dénoncé une prétendue fraude, inventant un récit qui perdure encore aujourd'hui dans certains secteurs.

Les facteurs qui ont déclenché la crise sont l'opposition sévère et le faible gouvernement de Castillo. Comme on dit, la droite s'est retrouvée avec du sang dans les yeux, refusant d'accepter que la volonté populaire ait mis Castillo dans le palais du gouvernement: dès le premier jour, la droite a essayé de destituer le président.

D'autre part, le gouvernement était caractérisé par la précarité, la corruption et l'incapacité. En effet, le gouvernement était instable dès le début, parce qu'il n'avait pas de banc loyal au Congrès, de sorte que pour survivre, Castillo distribuait des « quotas de pouvoir » (ministères, ambassades, travaux, institutions et entreprises) aux partis politiques et à leur environnement Chotano (*département de Cajamarca*), avec la circonstance aggravante qu'ils faisaient – dans de nombreux cas – un abus de pouvoir. En ce sens, de graves indices de corruption se sont accumulés, au point que Castillo a demandé jusqu'à huit enquêtes fiscales pour des crimes de corruption présumés. Dans le même temps, le gouvernement a marché dans l'ombre de l'inefficacité, comme le montre le fait qu'en 495 jours de gouvernement, il a nommé 78 ministres dans 19 ministères; c'est-à-dire une moyenne de quatre ministres par ministère. Pendant ce temps, un Congrès rapidement discrédité a cherché à destituer Pedro Castillo à tout prix. C'était une question de temps, tôt ou tard, la bombe exploserait au cœur du pouvoir.

2. Manifestations dans le pays

Le 7 décembre 2022, dans une loi qui est sur le point d'être clarifiée, Pedro Castillo a annoncé de manière inconstitutionnelle la dissolution du Congrès et la réorganisation du système judiciaire, prétendant établir un régime d'exception qui régirait par « décrets-lois ». En quelques heures, les forces armées et la police nationale ont fait savoir qu'elles ne respectaient pas la décision prise par Castillo.

Le Congrès a déclaré la vacance de la présidence de la République et la vice-présidente Dina Boluarte a prêté serment en tant que présidente à la suite de la succession constitutionnelle. Une bonne partie des membres du Congrès ont célébré avec euphorie la vacance et la présidente a pris ses fonctions en précisant qu'elle gouvernerait jusqu'en 2026. Pendant ce temps, Castillo avait été arrêté en « flagrant délit » alors qu'il tentait de se réfugier à l'ambassade du Mexique. Dans un excès d'optimisme, beaucoup pensaient que la tentative d'auto-coup d'État de Castillo serait massivement répudiée et que la présidente Boluarte aurait un soutien important de la population péruvienne. On a oublié que Castillo a fini avec environ 30%

d'approbation et que le Congrès avait près de 90% de désapprobation; En outre, les sondages indiquaient qu'en cas de départ du président, la population préférerait que des élections générales soient organisées (président et membres du Congrès).

Les premières enquêtes, menées entre le 9 et le 16 décembre, permettent de mieux comprendre les faits [\[5\]](#). Pour 26% des personnes interrogées, la performance de Pedro Castillo en tant que président avait été très bonne ou bonne (IEP 1). Sa tentative de dissoudre le Congrès a été approuvée par 44% (IEP 1) ou 33% (IPSOS 1). L'approbation du Congrès était de 15% (IEP 1) ou 13% (IPSOS 1). Seuls 27% étaient d'accord avec l'accession de Boluarte à la présidence (IEP 1). Bien que ce sondage ait été précoce, seulement 21% ont approuvé sa décharge (IPSOS 1). Interrogés sur l'anticipation des élections législatives, 83% (IEP 1) ou 85% (IPSOS 1) ont acquiescé. Ces résultats accablants ont continué d'être ignorés par le Congrès et la présidente. L'intention de protester en faveur d'élections anticipées était de 71% et en faveur de l'ancien président Castillo de 40% (IEP 1) [\[6\]](#).

Les affrontements lors des manifestations ont entraîné les premiers décès le 11 décembre 2022. Prendre position sur ces manifestations était complexe. Dans la crise déclenchée, il y avait une responsabilité des deux côtés, à la fois le secteur qui a toujours voulu évincer Castillo à tout prix, et l'ancien président lui-même qui a été le protagoniste d'une tentative de coup d'État. Dans ce contexte, il n'a pas été facile d'adhérer à une demande consolidée dans laquelle non seulement des élections anticipées ont été demandées, mais aussi une assemblée constituante, la fermeture du Congrès, la démission de Boluarte et la libération de Castillo. La croissance des manifestations a rendu la situation plus complexe. L'armée et la police ont fait un usage excessif de la force, faisant des morts et des blessés, en particulier dans le sud du pays [\[7\]](#). Dans le même temps, les manifestations ont eu lieu dans un climat de violence contre des individus, des institutions ou des entreprises. De plus, une rumeur disait que derrière les manifestations se trouvaient le terrorisme, l'exploitation minière illégale et le trafic de drogue.

Un mois après le début du gouvernement Boluarte et les manifestations successives, deux autres sondages ont été réalisés. L'approbation de Boluarte était de 19% (IEP 2) ou 20% (IPSOS 2). L'approbation du Congrès était de 9% (IEP 2) ou 14% (IPSOS 2). L'enquête IEP 2 a posé des questions sur les manifestations de décembre et de janvier séparément. 60% ont justifié les manifestations de décembre. 58% ont considéré qu'il y avait des excès des forces de l'ordre. Selon les personnes sondées, les principaux acteurs des manifestations étaient : des groupes spontanés ou organisés de citoyens (44 %), des groupes violents ou liés à des groupes terroristes (27 %) ou des groupes liés à des économies illégales (13 %). 50% se sont identifiés aux manifestations de janvier. Mais aucune forme de protestation n'était justifiée : attaque de bâtiments publics (90 %), saisie d'aéroports (82 %), agression des forces de l'ordre (81 %), empêchement des entreprises de fonctionner (74 %) et blocage des routes (68 %). Il est à noter que certaines opinions étaient partagées. Pour mieux comprendre les manifestations, nous pouvons nous concentrer sur le cas de la région de Puno, où il y a eu 17 morts en une seule journée (Juliaca). À cet égard, il convient de rappeler qu'au second tour, Pedro Castillo a obtenu 89% à Puno, 85% à Huancavelica, 83% à Cusco, 83% à Ayacucho et 81% à Apurímac (où les manifestations étaient concentrées). L'une des idées les plus fortes sur la crise est celle avec laquelle José Carlos Agüero commence un article : « Faire de la politique par mépris entraîne de graves conséquences » [\[8\]](#). En effet, nous connaissons l'indignation produite par le sentiment « d'être ignoré » par les autres. Dans ce sens, Agüero fait référence au symbole Castillo avec lequel les gens s'identifient parce que c'est « un comme nous ». Les manifestations à Puno ne sont pas comprises en dehors de l'histoire et de la culture des peuples andins. À cet égard, d'excellents exemples d'approches des événements « de l'autre rive » ont été les entretiens d'Augusto Álvarez Rodrich avec Liubomir Fernández [\[9\]](#) et de Rosa María Palacios avec Jaime Calapuja [\[10\]](#). Regarder les manifestations à Puno de l'intérieur nous permet d'apprécier la capacité ancestrale des communautés aymara et quechua à s'organiser, à répondre et à résister, en écartant les

explications des manifestations qui ne font référence qu'aux « vandales », à l'infiltration bolivienne, au terrorisme, à l'exploitation minière illégale et au trafic de drogue. La minimisation des manifestations a augmenté l'indignation, accrue avec la militarisation de la ville. Dans les manifestations, le leadership des femmes s'est distingué, ainsi que la participation de nombreuses communautés paysannes, commerçants et transporteurs. C'était incroyable comment de l'extérieur ils ont essayé de minimiser le fait en disant qu'il s'agissait de quelques vandales dirigés par des groupes terroristes. Ils ne voulaient pas admettre qu'ils étaient des milliers de personnes avec des visages, qui se sont mobilisées avec leurs propres ressources sur la base de décisions collectives. Cependant, il faut dire qu'il y avait aussi des excès de la part des manifestants; En fait, la découverte d'un jeune policier qui aurait été brûlé vif reste à éclaircir. Dans ce contexte, le livre *La bataille* de Puno de José Luis Rénique a été évoqué.« une invitation à réfléchir à l'histoire contemporaine du Pérou à partir de l'immensité de ses grands hauts plateaux » [\[11\]](#), qui, comme quelqu'un l'a dit, tente de rapprocher Puno du pays et le pays de Puno.

Le point le plus critique a été atteint avec l'arrivée de personnes du sud du pays à Lima, en même temps que les manifestations refaisaient surface dans d'autres régions. Le scénario du président reste le même : ce sont des vandales qui veulent créer le chaos ; C'est-à-dire qu'il se concentre sur la légitimité ou non des protestations en examinant les actes violents [\[12\]](#). Il devient insupportable qu'il ait l'intention de se soustraire à toute responsabilité envers les défunts. En réalité, à ce stade, Boluarte semble piégée dans sa propre toile, dépendante de la majorité du Congrès, des forces armées et de la police nationale, étant de moins en moins crédible. Pendant ce temps, non seulement le nombre de morts et de blessés augmente, mais aussi les pertes économiques dues aux routes bloquées, aux infrastructures endommagées et aux activités paralysées, qui provoquent également des pénuries de carburant et denrées alimentaires. La dernière enquête (IEP 3) indique que le pourcentage de personnes qui justifie les protestations (59%) et qui estime qu'il y a eu des excès de la part des forces de l'ordre (56%) est maintenu.

3. Polarisation sociale

Lorsque l'on parle de cette crise dans les conversations quotidiennes, l'allusion à la polarisation sociale dans le pays se pose généralement, il est donc intéressant de s'attarder un peu sur ce sujet. En effet, rappelez-vous que selon l'enquête IEP 2, 60% ont justifié les manifestations de décembre et 35% ne l'ont pas fait, tandis que 50% se sont identifiés aux manifestations de janvier et 46% ne se sont pas identifiés. 58% ont estimé qu'il y avait eu des excès de la part des forces de l'ordre face aux manifestations de décembre et 26% qu'elles les ont gérées correctement. 44% pensaient que les acteurs les plus importants des manifestations de décembre étaient des groupes de citoyens spontanés ou organisés, tandis que 40% pensaient qu'il s'agissait de groupes violents ou liés à des terroristes (27%) et de groupes liés à des économies illégales telles que le trafic de drogue ou l'exploitation minière illégale (13%). Il ne fait aucun doute que ces sentiments sont le résultat de la circulation de l'information à travers les médias et les réseaux, qui s'accordent pour que les citoyens se forment une opinion.

Dans la situation critique actuelle, nous devrions peut-être parler de tendances polarisantes. Dans un certain sens, il s'agit d'une polarisation idéologique, car aux extrêmes se trouvent ceux qui s'identifient soit à l'ultra-gauche, soit à l'ultra-droite, qui sont co-responsables de la crise. Mais cette polarisation est avant tout sociale, identitaire et territoriale, car elle se traduit par « pauvres » contre « riches », « indigènes » contre « blancs », « provinciaux » contre « limeños », etc. Bien sûr, il a aussi une composante affective marquée, chargée d'hostilité. Je parle de tendances, parce qu'il y a évidemment des positions intermédiaires qui ne tombent pas dans l'extrémisme d'un côté ou de l'autre, mais qui pourraient se polariser à mesure que le conflit social s'aggrave, se transformant en fanatisme ou sectarisme. En réalité, la polarisation est mieux comprise lorsqu'elle est liée à ce que l'on appelle la « *post-vérité* »; c'est-à-dire les circonstances dans lesquelles l'appel aux émotions et aux croyances pèse plus que les faits objectifs dans la formation de l'opinion publique. Il est présenté dans le domaine de la communication politique. Dans la crise que traverse

le pays, il est devenu évident que les politiciens ont la terrible habitude de mentir avec cynisme, en attaquant le droit des citoyens à la vérité. Les personnes polarisées sont tentées de rejeter les faits qui ne correspondent pas bien à leurs croyances [\[13\]](#) : des messages contradictoires (preuves ?) circulent sur les mêmes faits, avec de fausses nouvelles, des phrases isolées, des vidéos fabriquées, des audios truqués, des photos trafiquées, etc. Les réseaux sociaux sont des caisses de résonance dans lesquelles on n'entend que l'écho de sa propre voix [\[14\]](#). Le politologue Manuel Arias a qualifié ce fait de tribalisme moral, « un biais émotionnel qui nous amène à accepter les fausses nouvelles favorables aux *nôtres* et à rejeter celles qui leur sont bénéfiques » [\[15\]](#).

Dans son encyclique *Fratelli tutti*, le pape François a également évoqué ce thème. Dans une section intitulée « l'information sans sagesse », il avertit que la vraie sagesse suppose la rencontre avec la réalité, mais en étant conscient que nous vivons à une époque où tout peut être produit, déguisé ou modifié, créant l'habitude de séparer ce que j'aime de ce que je n'aime pas. Le pape François dit qu'en faisant disparaître le silence et en écoutant, en transformant toutes choses en propos anxigènes et en messages rapides, la structure de base d'une communication humaine est mise en péril, « un nouveau style de vie est créé où l'on construit ce que l'on veut avoir devant soi, excluant tout ce qui ne peut être contrôlé ou connu superficiellement et instantanément » (n. 49).

De la psychologie morale, Jonathan Haidt propose un modèle d'intuition sociale du jugement moral. Lorsque nous soumettons un jugement moral, les intuitions se produisent d'abord et le raisonnement vient plus tard [\[16\]](#). Il utilise la métaphore du cavalier dans un corps d'éléphant pour désigner l'interaction entre les processus contrôlés et les processus automatiques: le cavalier est habile à créer des explications *ad hoc* pour ce que l'éléphant vient de faire, et est doué pour trouver des raisons afin de justifier ce que l'éléphant fera ensuite. C'est comme si nous avions un porte-parole interne qui justifie automatiquement tout. Cette théorie pourrait servir à comprendre pourquoi il est si difficile de s'entendre, même dans le contexte de la

crise actuelle. À cet égard, Haidt dit que « la principale façon que nous ayons pour changer d'avis sur les questions morales est d'interagir avec d'autres personnes. »^[17] En réalité, les autres peuvent nous interpeller et nous donner des raisons qui génèrent de nouvelles intuitions, nous faisant changer d'avis... De temps en temps, l'éléphant entend le cavalier.

4. La position de l'Église

J'ai dit plus tôt qu'il n'a pas été facile de prendre position dans ce conflit, pas même pour l'Église ; Je parle des évêques, des congrégations religieuses ou des mouvements ecclésiaux. Dans un environnement aussi polarisé, il est toujours difficile de dire ou de faire quelque chose sans être critiqué. Cependant, à mesure que la crise s'aggravait, des positions ont commencé à être prises, d'autant plus que les décès ont été ajoutés. Bien sûr, un moyen simple de mesurer le pouls de la rue est de vérifier les réseaux, dans lesquels circulaient des messages de personnes qui croyaient explicitement, qui prenaient parti ou restaient neutres. Dans le premier cas, ils étaient en faveur des protestations du peuple ou des mesures de ce gouvernement, avec des phrases similaires à celles d'autres personnes, bien que renforcées par une citation de la Bible, de la doctrine sociale ou du pape François. Dans le second cas, ils sont restés neutres, appelant à la fin de la violence « des deux côtés » et priant pour la paix au Pérou. Dans certains cas, la polarisation est apparue comme un phénomène interne à l'Église elle-même.

Une autre façon d'aborder les positions de l'Église est de lire les déclarations qui ont circulé. J'ai sélectionné ici un premier groupe de déclarations qui ont été publiées entre le 9 et le 12 janvier, après les événements tragiques de Juliaca (Puno) ^[18]. La mort de près de 20 personnes à Juliaca a marqué un tournant pour certains secteurs des communautés religieuses au Pérou. Mon analyse prend en compte les citations marquantes, les réactions aux événements, les dires sur les actions des gens qui protestent, sur les actions des forces de l'ordre, les demandes qui sont faites et autre chose sur les peuples andins. Ensuite, je me référerai à un deuxième groupe de déclarations qui ont été publiées lorsque les manifestations se sont intensifiées à Lima.

Dans le premier groupe de dix déclarations, des citations inspirantes se réfèrent à Ex 20:13 : Tu ne tueras point (2) ; Gn 4, 9 : Où est ton frère ? (1); Gn 4, 10 : Le sang de ton frère crie (1) ; Mt 5, 9 : Heureux ceux qui œuvrent pour la paix (1) ; Ep 4:31-32: Soyez bons les uns envers les autres (1). L'encyclique *Fratelli tutti* du pape François est citée : n. 191 : La priorité de l'être humain (2) et n. 178 : La grandeur politique (1). Des phrases telles que « Dieu entend les cris des exclus » (1), « la paix est le fruit de la justice » (1) ou « la vie est le don le plus précieux (1) sont incorporées. Les documents s'accordent sur le rejet de la violence, la douleur pour les morts et les blessés (dans deux cas, il est précisé qu'il s'agit de civils et de policiers) et la solidarité avec les familles. Deux utilisent le mot « meurtre » et un seul parle de « génocide ». En ce qui concerne les actions des manifestants, neuf mettent en garde contre la distorsion du droit de manifester, insistant sur le fait que toute manifestation doit être pacifique, sans attaquer les personnes, les infrastructures ou les biens. En ce qui concerne les mesures d'application de la loi, neuf d'entre elles font explicitement état d'un recours à la force déraisonnable, aveugle ou disproportionné. Les institutions exigent, invoquent ou appellent à une solution négociée à la crise, mettent fin à la violence, enquêtent et punissent les responsables, etc. Deux déclarations (des communautés religieuses qui vivent à Puno) parlent des peuples andins, de leur vision du monde, de leur sagesse, de leur organisation, de leur réciprocité, de leur lutte, de leur résistance et de leur espoir; En même temps, il déplore le mépris flagrant de la part des dirigeants. Un autre rejette la stigmatisation des « terroristes ». Aucun d'entre eux ne semble adhérer explicitement à une demande spécifique de ceux qui protestent.

Un deuxième groupe est constitué de trois déclarations des évêques entre le 20 et le 23 janvier [\[19\]](#). Dans le premier, de la Conférence épiscopale péruvienne, les affirmations du document précédent sont soulignées; En réalité, la seule nouveauté est que les évêques offrent leur service de médiation. Dans la seconde, l'évêque de Juli s'adresse au Président de la République et au Président du Congrès pour les supplier, les implorer et les prier de montrer un signe visible pour

arrêter la terrible vague de morts et de blessés, évitant ainsi toute forme de répression et de violence: il lui demande de s'exprimer le plus tôt possible, clairement, par rapport à la demande du peuple. La lettre ouverte de Mgr Ciro Quispe se distingue par son style direct. Dans la troisième, les évêques de cinq juridictions ecclésiastiques des hauts plateaux péruviens appellent le Congrès de la République à trouver une solution immédiate à la demande faite par les frères et sœurs. En fait, ces deux derniers textes se distinguent par l'augmentation du ton de leurs appels.

Des crises aussi complexes que celle-ci mettent à l'épreuve l'application des orientations de la doctrine sociale de l'Église (DSI), ce qui montre clairement que dans l'enseignement de la DSI, l'accent est généralement mis davantage sur la transmission des contenus que sur l'apprentissage de l'interprétation des textes. Il est regrettable qu'en de nombreuses occasions, les gens se limitent à renforcer leurs positions déjà prises avec l'une ou l'autre citation de la DSI, au lieu de faire un discernement honnête. Dans le fond, une manière de relier la religion et la politique est en jeu, mettant en scène le conflit entre les modèles de participation des catholiques à la politique, comme on l'a vu dans le second tour entre Castillo et Fujimori. Enfin, il y a le débat non seulement sur la portée et les limites des déclarations des évêques, mais aussi sur l'opinion publique au sein de l'Église.

5. Une sortie de crise ?

Essayons de synthétiser l'état des lieux.

Le premier élément à considérer est que ces protestations ont un caractère politique plutôt que social, avec une marque identitaire, dans le sens où les revendications sont politiques par rapport à la démocratie (la présidente Boluarte a tort quand elle offre des primes, des titres et des travaux dans les régions) : les manifestants ne demandent pas de faveurs mais exigent le respect en termes politiques.

Le deuxième élément est la réaction de la classe politique : la stratégie du gouvernement et de ses alliés au Congrès est synthétisée dans le binôme « terruqueo » [\[20\]](#) et la répression : se concentrer exclusivement sur les actes violents des manifestations pour

délégitimer les manifestations, en l'associant toujours au vandalisme, au terrorisme, au trafic de drogue, à l'exploitation minière illégale ou à l'infiltration étrangère.

Le troisième élément réside dans les difficultés à trouver une solution par le dialogue entre les deux parties, car, d'une part, ni le gouvernement ni le Congrès ne sont prêts à céder sur quoi que ce soit (par exemple, dans la démission du président ou l'avancée des élections), et – d'autre part – les citoyens qui protestent n'ont pas de représentants assis à la table du dialogue avec l'autre partie. La crise semble sans issue, le gouvernement espère épuiser les manifestations qui durent depuis près de deux mois.

En tout état de cause, le pronostic sur l'évolution de la crise est réservé, car jusqu'à présent, les conditions ne sont pas réunies pour un dialogue sincère; À cet égard, il convient de faire une distinction entre les solutions possibles à court terme et les solutions structurelles possibles à la crise.

Les revendications initiales étaient l'avancée des élections, l'assemblée constituante, la fermeture du Congrès, la démission de Boluarte et la libération de Castillo (certains ont parlé de la réintégration de Castillo à la présidence). Sans aucun doute, la demande avec le plus grand soutien des citoyens est l'avancée des élections, bien qu'il ne soit pas décidé si elles devraient avoir lieu en 2023 ou en 2024. Le Congrès ne l'a pas encore défini. Dans de nombreux cas, les discussions du Congrès révèlent pourquoi ils ont gagné le mépris du peuple; Tant à droite qu'à gauche, il n'y a pas de bonne volonté pour sortir de la crise, mais seulement la détermination à gagner dans le jeu des stratégies. La pression monte de la part du peuple qui demande la démission de Boluarte en raison du nombre de décès et aussi de la façon dont cela s'est produit. A tel point que c'est devenu une condition non négociable. Les revendications pour la fermeture du Congrès, de l'assemblée constituante et la libération de Castillo reçoivent le soutien de de la population [\[21\]](#). La sortie de crise pourrait être le résultat d'une négociation – ce qui semble désormais peu probable – ou d'une pression ou d'un affaiblissement des manifestations.

L'évolution de la crise pourrait être encore pire si les manifestations et la répression se poursuivent dans le pays.

Au mieux, le problème sous-jacent ne sera pas résolu, car certaines solutions structurelles à la crise doivent être envisagées. Entre autres, nous devons souligner ici les réformes politiques, afin d'éviter que plus tard nous ne nous retrouvions dans une situation égale voire pire. Le problème est que ce Congrès n'a pas le droit de faire une réforme, parce qu'il y a toujours le soupçon ou la preuve évidente que derrière chaque réforme se cache uniquement l'intérêt du groupe lui-même. Quoi qu'il en soit, une série de réformes ont été proposées dans différents domaines qui devraient être analysées, approuvées et réalisées dans les années à venir; par exemple, l'empêchement de la nomination des personnes condamnées pour certains délits, la tenue d'élections internes dans les partis (en charge de l'ONPE), la suppression du vote préférentiel pour le Congrès, l'élection des membres du Congrès au second tour, le passage au second tour des trois candidats à la présidence ayant obtenu le plus de voix, le rétablissement du bicamérisme au Congrès (députés et sénateurs), le renouvellement du Congrès par moitiés (élections de mi-mandat), l'élimination de la figure constitutionnelle de la vacance présidentielle, la réglementation de la question de confiance faite par l'exécutif et le contrôle du financement de l'État aux partis.

Je termine cet article alors que de nombreux citoyens se joignent aux manifestations des gens qui sont venus à Lima. La réponse du gouvernement a été de militariser la ville : une partie condamne la décision et l'autre l'applaudit. Peut-être que lorsque cet article atteindra les mains des lecteurs, la présidente Dina Boluarte aura démissionné et/ou que les élections auront été avancées, ou peut-être que la crise sociale continuera à s'éterniser.

[\[1\]](#) Cf. Rolando Rojas, *La république imaginée. Représentations culturelles et discours politiques à l'ère de l'indépendance*, 1er Reimp. (Lima : IEP, 2018).

[2] José Carlos Mariátegui a déclaré que le Pérou côtier - en tant qu'héritier de la conquête - dominait le Pérou montagneux de Lima; par conséquent, l'unité péruvienne était sur le point d'être faite, en tenant compte de la dualité de la race, de la langue et du sentiment né de l'invasion [cf. *7 ensayos de interpretación de la realidad peruana*, 60^a Ed. (Lima: Amauta, 1994), p. 206]. D'autre part, Víctor Andrés Belaúnde a défendu la coexistence et la fusion entre les races espagnoles et indigènes, le métis étant un lien entre la côte et les montagnes, de sorte que le travail de synthèse au Pérou devait être achevé [cf. *La realidad nacional*, 3^a Ed. (Lima: P. L. Villanueva, 1963), p. 79].

[3] Cf. Alberto Vergara, *Citoyens sans République. De la précarité institutionnelle à l'effondrement politique*, 2e éd. (Lima: Planeta, 2018), voir le prologue de la deuxième édition.

[4] Carlos Iván Degregori, « Perú: identidad, nación y diversidad cultural », dans Patricia Oliart (éd.), *Territorio, cultura e historia: materiales para la renovación de la enseñanza sobre la sociedad peruana* (Lima: IEP, 2003), p. 220.

[5] [Je me réfère à cinq enquêtes : IEP 9-14 décembre 2022 \(ci-après IEP 1\), IPSOS 15-16 décembre 2022 \(ci-après IPSOS 1\), IEP 7-12 janvier 2023 \(ci-après IEP 2\), IPSOS 12-13 janvier 2023 \(ci-après IPSOS 2\) et IEP 21-25 janvier 2023 \(ci-après IEP 3\).](#)

[6] Dans le sud du pays, l'intention de manifester en faveur d'élections anticipées est passée à 86% et en faveur de l'ancien président Castillo à 63% (IEP 1).

[7] [Selon le rapport du Bureau du](#) Défenseur du peuple, au 31 janvier, 58 décès avaient été enregistrés : 47 civils, dans des affrontements; 10 civils, en raison d'accidents de la circulation et d'événements liés au blocus; et 1 policier, en raison d'actes de violence dans le contexte du conflit.

[8] <https://www.noticiasser.pe/desprecio> (consulté le 29 janvier 2023).

[9] https://www.youtube.com/watch?v=QpTff7v4uSY&ab_channel=LaRep%C3%BAblica-LR%2B (consulté le 29 janvier 2023).

[10] https://www.youtube.com/watch?v=52N12gmG8z8&ab_channel=RadioSantaRosa (consulté le 29 janvier 2023).

[11] José Luis Rénique, *La bataille de Puno. Agrarian conflict and nation in the Peruvian Andes 1866-1995*, 2e éd. (Lima: La Siniestra, 2016), p. 34.

[12] Le nonce apostolique au Pérou a déclaré, dans son protocole de salutations à la présidente Dina Boluarte, représentant le corps diplomatique : « Les manifestants sont principalement des habitants des régions rurales, urbaines-populaires et amazoniennes qui depuis des années ont été « invisibles », ou marginalisés ou reportés, leurs droits de citoyens étant inconnus » (25 janvier 2023).

[13] Lorsqu'il est devenu clair que le président Donald Trump n'avait pas dit la vérité en affirmant que son événement d'investiture avait rassemblé plus de monde que celui d'Obama quatre ans plus tôt, sa conseillère Kelly Conway a fait valoir l'existence de « faits alternatifs » (!).

[14] Face à la pandémie post-vérité, Guadalupe Nogués propose comme antidote « une bombe de communication guidée par l'empathie et alimentée par des preuves ».

[15] Manuel Arias Maldonado, « Informe sobre ciegos: genealogía de la posverdad », in Jordi Ibáñez Fanés (éd.), *En la era de la posverdad. 14 essais* (Barcelone: Calambur, 2017), format Kindle.

[16] Cf. Jonathan Haidt, *L'esprit des justes. Pourquoi la politique et la religion divisent les gens sensés* (Barcelone: Planeta, 2019), pp. 55ff.

[17] Haidt, *L'esprit des justes*, p. 109.

[18] Conférence épiscopale péruvienne (9 janvier). Monastère bénédictin de la Résurrection (10 janvier). Missionnaires de Marie Immaculée et Sainte Catherine de Sienne : Sœurs Laurites (10 janvier). Conférence des religieux de Juli et Puno (11 janvier). Conférence des religieux du Pérou (11 janvier). Responsables de la communauté évangélique (11 janvier). Mouvement des professionnels catholiques et Union nationale des étudiants catholiques (11 janvier). Sœurs Carmélites de la Charité de Vedruna (11 janvier). Compagnie de Jésus (12 janvier). Vicariat apostolique de Puerto Maldonado (12 janvier).

[19] Conférence épiscopale péruvienne (20 janvier). Évêque de Juli (21 janvier). Évêques d'Ayaviri, Huancané, Juli, Puno et Sicuani (23 janvier).

[\[20\]](#) Terruqueo: pratique qui consiste à attribuer à un adversaire les connotations d'être lié à des idées ou des actes terroristes, dans le but de le discréditer en tant que personne ou d'invalider son discours; c'est une stratégie qui utilise la peur du terrorisme pour obtenir un gain politique (cf. Wikipedia).

[\[21\]](#) Selon le sondage IEP 3, 75% sont d'accord avec la démission de Dina Boluarte, 74% avec la fermeture de l'actuel Congrès, 73% avec les élections législatives de cette année, 69% avec l'appel à une Assemblée constituante et 43% avec la liberté de Pedro Castillo.

[Raul Pariamachi](#) à [19:17](#)